

D'ALLAIRE, Micheline, *Les dots des religieuses au Canada français, 1639-1800. Étude économique et sociale*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Cahiers du Québec, Histoire », n<sup>o</sup> 86, 1986. 244 p. 21,95 \$

Yves Landry and Louis Pelletier

Volume 41, Number 2, Fall 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304557ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304557ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Landry, Y. & Pelletier, L. (1987). Review of [D'ALLAIRE, Micheline, *Les dots des religieuses au Canada français, 1639-1800. Étude économique et sociale*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Cahiers du Québec, Histoire », n<sup>o</sup> 86, 1986. 244 p. 21,95 \$], *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(2), 253–256. <https://doi.org/10.7202/304557ar>

D'ALLAIRE, Micheline, *Les dots des religieuses au Canada français, 1639-1800. Étude économique et sociale*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. «Cahiers du Québec, Histoire», no 86, 1986. 244 p. 21,95\$

Poursuivant et approfondissant une recherche amorcée dans son ouvrage antérieur sur *L'Hôpital-Général de Québec*, Micheline D'Allaire nous livre ici

une étude complète du système des dots dans les communautés religieuses du Québec aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Rappelons que la dot est une somme d'argent, ou son équivalent, donnée par la postulante à la communauté où elle entre en religion, afin de pourvoir à son entretien aussi longtemps qu'elle vivra et d'assurer au couvent un revenu financier suffisant et sûr. L'étude porte sur quatre monastères existant au 18<sup>e</sup> siècle, les Ursulines de Québec, l'Hôtel-Dieu de Québec, l'Hôpital-Général de Québec et l'Hôtel-Dieu de Montréal, ainsi que sur la Congrégation Notre-Dame. Seules ont été exclues la communauté des Sœurs Grises et celle des Ursulines de Trois-Rivières, la première parce qu'elle n'a pas voulu donner accès à ses archives et la seconde parce que ses archives du 18<sup>e</sup> siècle ont, pour la plupart, brûlé.

Après un premier chapitre consacré aux *réglementations* de l'Église, de l'État et des communautés concernant le régime des dots, l'auteure s'attaque au redoutable défi de mesurer l'écart entre la politique et son application. Le chapitre 2 permet d'éviter un premier écueil représenté par les *conditions matérielles autres que celles de la dot* imposées à la future religieuse, soit le trousseau et les pensions. En effet, comme ses exigences forment souvent un tout avec la dot, l'auteure a eu la perspicacité d'évaluer séparément ces deux apports et de les soustraire du montant de la dot connue. Le chapitre 3, consacré à l'*évaluation de la dot* elle-même, révèle que les postulantes apportent une dot moyenne d'environ 1 700 livres, soit moins de 60% de la somme théorique de 3 000 livres fixée par l'État. Au moyen d'aumônes de toutes sortes, les communautés parviennent cependant à hausser la dot moyenne à environ 2 300 livres, soit à 77% du montant réglementaire. Le chapitre 4 examine la *composition de la dot*. Qu'elle soit versée en espèces sonnantes, en rentes, en dot de fondation, en papier-monnaie, en succession, en terre ou en d'autres biens, la dot se révèle un indice hautement révélateur des circuits financiers existant dans la colonie, du sens poussé des affaires des religieuses et de l'état généralisé de gêne matérielle prévalant autant dans les grandes familles que chez les petites gens. Dans le chapitre suivant, qui porte sur l'*utilisation de la dot*, l'auteure montre comment les communautés religieuses, aux prises avec la dureté des temps, ont dû contourner les prescriptions canoniques et diocésaines et utiliser les dots pour d'autres fins que celles auxquelles elles étaient destinées: au lieu d'en faire des biens productifs, stables et sûrs, les religieuses s'en sont souvent servies pour payer leurs dettes. Enfin, dans le sixième et dernier chapitre, l'auteure établit un *lien entre la dot et l'origine sociale* des religieuses. À l'aide d'une grille d'analyse où les occupations socio-professionnelles sont distribuées en trois groupes sociaux, nobles, bourgeois et petites gens, elle observe l'importance croissante, de la fin du 17<sup>e</sup> siècle jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, des roturières parmi les religieuses des diverses communautés. La localisation des couvents dans les villes de Québec et Montréal laisse apparaître deux sociétés de composition sociale différente: Québec, société clairement hiérarchisée, Montréal, société qui tend à s'homogénéiser. L'analyse suggère que nobles et bourgeois, pendant toute la période étudiée, étaient de fortune à peu près égale; leurs filles sont parvenues à verser environ les deux tiers de la dot réglementaire de 3 000 livres, tandis que les filles du peuple n'en ont donné que le tiers. «La distanciation se fait donc entre la classe dominante (bourgeois et nobles) et les petites gens. Mais cette stratification sociale entre l'élite et les gens du peuple est surtout prononcée à Québec» (p. 185).

Un des mérites de cet ouvrage réside dans la volonté de son auteure de ne pas réduire l'analyse du régime dotal à ses seuls aspects religieux, mais au contraire de lui donner une portée qui déborde les cadres conventuels pour rejoindre la société elle-même aux plans social et économique. Cette démarche est servie par un remarquable support quantitatif, habilement constitué malgré les limites imposées par les sources. Le style est agréable et clair, grâce notamment au recours fréquent à des exemples concrets qui simplifient et allègent l'exposé.

L'ouvrage n'est cependant pas exempt de certaines lacunes. Ainsi, à la page 38, on est surpris de lire que «les registres [de l'Hôtel-Dieu de Montréal] n'indiquent ni le mois d'entrée ni celui de la profession». S'il est vrai que l'incendie de 1734 a détruit une part importante des archives de l'Hôtel-Dieu de Montréal, la reconstitution de la liste des religieuses qui y ont oeuvré pendant le premier siècle de son existence fournit pour un bon nombre d'entre elles certaines informations, dont les dates précises d'entrée et de profession (jour, mois, année).

Malgré les efforts de l'auteure quant à la précision, on aurait aimé disposer de plus de détails sur le calcul des effectifs de religieuses. L'affirmation selon laquelle «nous avons exclu de nos statistiques les religieuses venues de France» (p. 42) pourrait laisser entendre que toutes les immigrantes françaises devenues religieuses au Canada ont été écartées; l'examen des données du tableau 8 sur le nombre de religieuses par décennie et par communauté paraît cependant infirmer cette hypothèse. De même, il n'est pas clair si les religieuses qui sont passées d'une communauté à une autre, notamment lors de la fondation de l'Hôpital-Général de Québec en 1693, ont été comptées une seule fois ou deux. On aurait aimé aussi savoir sur quoi repose l'affirmation selon laquelle «le chiffre total de 618 religieuses [correspondant aux quatre monastères, sans la Congrégation de Notre-Dame], représente environ 80% de celles qui sont entrées de 1646 à 1800» (p. 49); comment l'auteure a-t-elle estimé à 20% d'inconnues l'effet des «nombreux incendies [qui] ont détruit des masses de documents parmi lesquels ont brûlé des registres d'entrées et des contrats de dots» (*ibid.*)? Il est dommage que les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame aient été exclues de ces statistiques, sous prétexte que l'ignorance de la date d'entrée du quart d'entre elles empêche leur distribution par décennie (p. 48); il aurait pourtant été facile de poser certaines hypothèses, compte tenu de l'âge moyen à l'entrée et de la durée moyenne de noviciat des cas connus, et de les inclure en présentant une fourchette (hypothèses minimale et maximale).

L'auteure avoue s'être servie du *Dictionnaire généalogique* de Tanguay pour compléter l'information contenue dans les archives conventuelles relativement à l'âge à l'entrée et au décès des religieuses, ainsi qu'à leur origine sociale (p. 58 et 159). Sans nier les mérites de cet ouvrage, il faut toutefois reconnaître la supériorité incontestable du *Dictionnaire généalogique* de Jetté, publié en 1983, pour la période des origines à 1730. A cause tant de la qualité de ses couplages généalogiques que de l'abondance des informations socio-professionnelles, l'auteure eût mieux fait de s'y référer pour les premières générations de Canadiennes.

Pour mieux apprécier la valeur relative de la dot, l'auteure a calculé pour chaque religieuse le nombre d'années de service en communauté en faisant la différence entre son âge au décès et son âge à l'entrée en religion. Intéressante en soi, cette idée a cependant servi de prétexte à une dissertation sur les niveaux de mortalité par communauté et par statut religieux (choristes vs converses) à partir des seuls âges au décès (p. 58-59). Une telle façon de procéder (appelée méthode de Halley) assimile l'âge moyen des décédés à l'espérance de vie et conduit le plus souvent à des résultats erronés. En effet, la répartition par âges des décès dépend à la fois de la répartition par âges de la population étudiée et de sa mortalité. Les différences peuvent donc résulter de différences de structure, de différences de mortalité ou de différences des deux facteurs. Comme la répartition par âges peut varier sensiblement d'une communauté à l'autre, les différences d'âge moyen des décédées peuvent être sans aucun rapport avec les différences de mortalité.

La section du dernier chapitre relative au recrutement social des diverses communautés offre matière à discussion, ce dont l'auteure est bien consciente. Sans doute par manque d'études embrassant l'ensemble de la structure sociale, la problématique concernant l'évolution des origines sociales particulières à chaque communauté souffre d'un manque de profondeur. L'analyse est menée en vase clos et les références à l'ensemble de la population, pourtant à la base du recrutement, paraissent timides et hésitantes. Ainsi, pour bien mesurer l'apport de chaque groupe social, il ne suffit pas de simplement présenter la composition sociale interne des communautés, mais plutôt d'évaluer le rapport entre le nombre de religieuses provenant de chaque groupe social et le nombre de femmes nubiles appartenant à la même catégorie. Une telle analyse de la structure démographique et sociale de l'ensemble de la population n'existe pas encore et elle ne sera disponible que lorsque le registre de la population canadienne des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, élaboré par le Programme de recherche en démographie historique, sera complété et que des recensements périodiques nous renseigneront sur l'évolution de sa composition démographique et socio-professionnelle. On ne saurait donc en tenir rigueur à l'auteure, même si, par exemple à l'égard de la diminution du caractère aristocratique des communautés dans la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle, on aurait souhaité que la référence à l'émigration nobiliaire consécutive à la Conquête soit plus affirmée.

Malgré les quelques lacunes relevées, la très haute qualité de ce livre ne saurait faire de doute. Comme les ouvrages précédents de Micheline D'Allaire, il replace l'histoire religieuse dans sa juste perspective: au service de l'histoire sociale et économique.

*Programme de recherche en démographie historique  
Université de Montréal*

YVES LANDRY  
LOUIS PELLETIER